



Monsieur le Président,

Nous avons pris connaissance de votre réponse à notre interpellation par votre communiqué du 6 juin aux personnels. Nous prenons acte de votre volonté d'en finir avec une université de service public, garantie par le statut de fonctionnaire.

Ce qui a fait la force et la créativité de l'Université, c'est l'indépendance des enseignants et chercheurs quant aux objectifs de leurs travaux de recherches et aux contenus de leurs enseignements : c'est pourquoi nous bénéficions de la protection du statut et relevons d'un jugement par les pairs plutôt que hiérarchique, notamment via le CNU.

Dans la droite ligne de la LRU, vous contribuez à poursuivre la remise en cause de cette indépendance et vous dégradez le service public.

- **Nous refusons l'augmentation du temps de travail et la réduction de la norme salariale.** Hier nos luttes ont permis d'empêcher la modulation de services, demain nous nous mobiliserons contre un retour de cette modulation et contre la multiplication des contractuels corvéables à merci (cf. le projet de la DRH sur les enseignants contractuels et les discussions sur le remplacement du corps des MCF par des docteurs contractuels).
- **Nous refusons de soumettre la recherche à des clientélismes politiques et industriels.** Nous nous opposons à la mise sous tutelles de nos objets de recherche par les contingences politiques et industrielles en contestant la logique des appels à projet et les enveloppes budgétaires fléchées. Demain, nous lutterons pour que les accréditations locales des équipes de recherche ne se fassent pas en mode projet adoubé par un patron mais sur une logique de crédits récurrents garantissant l'indépendance des collectifs de recherche.
- **Nous refusons de nous soumettre à vos bonnes grâces d'employeurs.** De même que nous nous opposons à votre politique de primes au mérite à l'égard des personnels BIATSS, nous nous opposerons au contrôle de nos salaires et carrières par les présidents.

Nous refusons d'avoir pour seuls choix :

- de dégrader le service public ou nos conditions de travail,
- de sélectionner à l'entrée et par l'échec ou de nous surinvestir dans les activités pédagogiques,
- d'émarger aux recherches bien vues des financeurs ou de trimer dans la recherche sans financement.

Nous vous avons demandé si vous êtes encore notre collègue ou si vous êtes notre patron. Votre réponse est claire : vous vous positionnez comme un employeur sur le marché de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Nous œuvrons au contraire pour une Université de service public.

Ce que nous défendons, nous le défendons pour tous.

Nancy, le 18 juin 2019

CGT FERC-SUP • SNESUP-FSU • SUD ÉDUCATION • Les Obstinées